

Questions orales

qui a été fait. J'aimerais bien savoir pourquoi les députés de l'opposition sont contre le fait de consacrer plus d'argent. . .

• (1440)

Le Président: Je demande encore une fois aux députés d'être un peu plus brefs dans leurs questions et leurs réponses.

[Français]

M. Antoine Dubé (Lévis, BQ): Monsieur le Président, plus le ministre s'explique, plus ça se complique! Dans le fond, tout ce que le ministre offre aux étudiants, c'est la possibilité de s'endetter de 10 milliards de dollars de plus, un point c'est tout.

Le ministre admet-il que ce soutien à l'endettement qu'il offre aux étudiants est le seul moyen qu'il a trouvé pour leur faire avaler l'impact de la hausse des frais de scolarité que sa réforme va provoquer?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.): Monsieur le Président, je comprends la difficulté du député face aux problèmes de conflits, car il n'a que des solutions simplistes aux problèmes.

Je peux peut-être lui dire que la meilleure façon de résoudre les problèmes est d'en discuter, pas de monter aux barricades, de lancer des protestations hargneuses, mais de s'asseoir et de partager l'information que l'on a sur les diverses options possibles, de regarder comment, en tant que pays, nous pouvons amener à coopérer les deux niveaux de gouvernement—fédéral et provincial—et les représentants des milieux universitaires pour trouver une solution, pas pour se battre, mais pour parvenir à une entente. C'est ce que nous cherchons à faire.

Si le député avait lu les différentes propositions qui sont dans le document, il comprendrait peut-être, enfin, que ce que nous voulons faire, c'est reconstruire le système d'enseignement supérieur dans ce pays.

* * *

LES PENSIONS DE DÉPUTÉS

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, en mars de l'an dernier le gouvernement a reçu un rapport d'étude sur le régime de pension des députés. Il avait alors indiqué son intention de déposer sans tarder un projet de loi qui aurait pour effet de réviser en profondeur ce régime de pension scandaleux. C'était il y a huit mois, et aucune mesure n'a encore été prise.

Se pourrait-il que des membres du caucus libéral aient exercé des pressions auprès du gouvernement pour qu'il attende après lundi prochain, la journée de l'assiette au beurre, date à compter de laquelle 46 députés deviendront admissibles aux prestations de retraite? Le président du Conseil du Trésor peut-il fixer une

date précise en vue de l'adoption d'une loi de refonte de ce régime de pension scandaleux?

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, nous avons clairement indiqué, et la vice-première ministre a dit clairement cette semaine, que nous allions tenir notre engagement contenu dans le livre rouge au sujet des pensions des députés.

Je ne m'attends pas à ce que la députée qui a posé la question projette de démissionner. Nous sommes tous ici pour un mandat complet, auquel il reste plusieurs années. Nous avons encore beaucoup de temps pour traiter de cette question, mais nous entendons le faire très prochainement. Nous tiendrons la promesse que nous avons faite dans le livre rouge.

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, il aurait fallu le faire avant lundi prochain, jour à compter duquel ces députés seront admissibles à la pension.

La date limite est lundi prochain. La députée de Halifax semble heureuse de ce qu'à compter de mardi prochain, elle sera admissible à des prestations pouvant atteindre 1,1 million de dollars. La ministre de la Santé pourra toucher, elle, bien au-delà d'un million. En fait, monsieur le Président, prochainement. . .

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je demanderais à la députée de poser sa question.

Mme Grey: Monsieur le Président, c'est ce que je tente de faire. La vice-première ministre va-t-elle prendre l'initiative, user de son influence personnelle au sein du Cabinet et utiliser les notes d'information pour que le régime de pension actuel soit modifié et qu'aucun député, moi y compris, ne puisse plus profiter de l'assiette au beurre?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, je n'ai besoin ni de notes d'information ni de l'hypocrisie du Parti réformiste pour agir.

Vous souvenez-vous de la fameuse réduction de salaire de 10 p. 100 qui avait été annoncée? Je comprends qu'il s'agissait d'une décision difficile. Les réformistes ont tenu une conférence de presse. Ils ont renoncé aux limousines, mais le chef du Parti réformiste cherche maintenant à laisser tomber cette réduction de salaire de 10 p. 100.

• (1445)

Se pourrait-il que le Parti réformiste ait fini par comprendre que le traitement d'un député est inférieur de 20 000 \$ au salaire d'un directeur d'école secondaire?

Nous avons promis une réforme des pensions et nous le ferons, mais à la différence du Parti réformiste, nous n'allons pas prétendre que les politiciens sont en haut de l'échelle salariale.

Comme je le disais hier, mon père a consacré 16 ans à la vie publique et lorsqu'il a pris sa retraite, il ne pouvait plus marcher, il ne pouvait plus aller aux toilettes seul et il a reçu une pension de 160 \$ par mois. Je ne vais pas m'excuser du fait que les politiciens touchent le salaire qu'ils méritent.